

## COMITE SOCIAL

RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES  
SUR SA DEUXIEME SESSION

## PROJETS DE RESOLUTIONS

En s'appuyant sur le texte du rapport sur la deuxième session, adressé au Conseil par la Commission des questions sociales, le Secrétariat a élaboré les projets de résolution ci-joints, pour le cas où le Comité compétent du Conseil désirerait avoir sous les yeux un premier texte provisoire comme document de travail, pour faciliter son travail de rédaction des résolutions à soumettre au Conseil.

## I. RESOLUTION RELATIVE A LA COORDINATION (Voir document E/578, page 7)

## "LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

TENANT COMPTE des Articles 58, 60, 62, 63, 64 et 70 de la Charte qui confèrent au Conseil économique et social, sous l'autorité de l'Assemblée générale, la responsabilité de faire des recommandations en ce qui concerne la coordination des programmes et des travaux des institutions spécialisées, et lui donnent le pouvoir de prendre des mesures pour obtenir d'elles des rapports périodiques,

TENANT COMPTE en particulier de l'Article 63, paragraphe 2, qui déclare : "Il [le Conseil] peut coordonner l'activité des institutions spécialisées en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations, ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée générale et aux Membres des Nations Unies",

RECEIVED

FEB 10 1948

UNITED NATIONS  
ARCHIVES

TENANT COMPTE de sa résolution du 21 juin 1946, qui a créé la Commission des questions sociales et lui a donné des fonctions consultatives dans le domaine social et l'a chargée de faire rapport au Conseil sur la mesure dans laquelle sont exécutées les recommandations des Nations Unies dans le domaine social,

TENANT COMPTE des accords conclus avec les institutions spécialisées, qui déterminent précisément les points sur lesquels doit jouer la coordination et qui affirment l'intention des institutions de collaborer à toutes les mesures qui pourraient se révéler nécessaires pour rendre pleinement efficace cette coordination des travaux des institutions spécialisées et de ceux des Nations Unies,

PRENANT ACTE des déclarations faites par les représentants des institutions spécialisées au cours de la deuxième session de la Commission, en ce qui concerne leur désir et leur volonté de poursuivre cette coopération conformément aux dispositions de la Charte et aux accords conclus,

AFFIRME sa conviction que cette coordination peut être réalisée avec efficacité sur une base d'égale association grâce à des consultations approfondies opérées à des intervalles appropriés, et par une coopération constante entre les institutions spécialisées et la Commission dans une atmosphère de bonne volonté mutuelle, et

DECIDE que, dans la recherche des méthodes pratiques nécessaires pour réaliser la coordination entre le programme des institutions spécialisées et celui de la Commission des questions sociales, l'accent doit être mis sur les principes et les méthodes suivantes :

- 1) La coopération de chaque institutions spécialisée doit amener



celle-ci à exposer à la Commission, avant la fin de chaque année civile, le programme prévu des travaux de l'institution intéressée pour l'année à venir, dans la mesure où ce programme concerne les questions de politique sociale, de manière à permettre à la Commission d'envisager à tout instant le programme d'ensemble de la somme des travaux entrepris dans le domaine de la politique sociale. Cette coopération doit amener, en outre, chaque institution spécialisée à fournir à la Commission, dès le stade initial, une déclaration relative aux phases des travaux d'ordre social qui ont déjà été traitées par elle de manière adéquate.

- 2) Une attention spéciale doit être accordée aux points qui, dans les programmes de travail présentés par les institutions spécialisées, semblent révéler des zones de chevauchement d'intérêt ou de chevauchement d'action, ou des deux à la fois.
- 3) Dans le cas où des exemples de chevauchement d'intérêt et d'action se font jour, des consultations doivent être tenues avec les institutions spécialisées qui en sont particulièrement affectées, pour éviter les doubles emplois qui pourraient exister ou bien pour arriver à un accord en vue d'études communes ou d'une répartition pertinente de champs d'étude particuliers relevant de la compétence technique particulière des différentes institutions spécialisées.

\* Au cas où le Conseil déciderait d'adopter la présente résolution sous cette forme, l'échelonnement de ce travail demanderait un nouvel examen qui devrait tenir compte de toutes décisions d'ordre général que le Conseil aurait pu prendre sur la communication des rapports et programmes des institutions spécialisées. Voir documents E/612/Rev.1, E/614 et E/615.

4) Sur la base de l'examen des programmes de travail envisagés

par les institutions spécialisées, des consultations doivent

être tenues avec ces institutions en ce qui concerne les

questions d'une urgence ou d'une importance particulières

qui requièrent une priorité immédiate en ce qui concerne

le temps et le personnel.

5) On devrait également accorder une attention particulière

à l'exploration et à la détermination des aspects de la

politique sociale qui ne sont prévus dans le programme

d'aucune institution spécialisée, cela pour être en mesure

d'indiquer les travaux à entreprendre dans ces domaines et

d'établir à qui incombera la responsabilité de les entreprendre.



2. RESOLUTION RELATIVE A LA CREATION D'UN COMITE CONSULTATIF  
DE PLANIFICATION ET DE COORDINATION (Voir document E/578, page 12)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

AYANT CONSULTE le Secrétaire général, et conformément à l'article  
19 du règlement intérieur des Commissions organiques du Conseil  
économique et social,

ETANT DONNE :

- 1) L'urgence qu'il y a à formuler des recommandations concrètes  
relatives aux mesures immédiates à prendre pour utiliser  
d'une manière complète et efficace les facilités actuelles  
offertes par le Secrétariat des Nations Unies et les institu-  
tions spécialisées intéressées au domaine social;
- 2) Le fait qu'aucune institution spécialisée n'a pour attribution  
principale d'assurer la protection de la famille et de  
l'enfant;
- 3) La nécessité de s'assurer que tous les travaux (déjà entrepris  
ou qu'il est question d'entreprendre) dans le domaine du  
bien-être social, font partie du plan d'action pratique compris  
dans l'ensemble de ce domaine;

APPROUVE LA CREATION, par la Commission des questions sociales,  
d'un comité consultatif de planification et de coordination des travaux  
qui fonctionnera jusqu'à la prochaine session de la Commission, moment  
où l'on examinera de nouveau ses fonctions de façon à déterminer s'il  
faut le maintenir pour une nouvelle période;

DECIDE que le Comité se composera de sept membres de la Commission,  
choisis par le Président de la Commission; et

AUTORISE ce comité, après accord avec le Secrétaire général, à  
siéger une fois seulement dans l'intervalle des sessions de la Commission  
et pour une période ne devant pas excéder quatorze jours, à l'exclusion

de toute séance tenue à l'occasion des sessions de la Commission des questions sociales.

CHARGE le comité de consulter le Secrétaire général des Nations Unies et les représentants des institutions spécialisées, en vue de préparer pour la Commission des questions sociales, conformément à l'article 19 du règlement intérieur des commissions organiques du Conseil économique et social, des recommandations sur les problèmes suivants :

- a) Voies et moyens pratiques de réaliser, dans le domaine général de la politique sociale, la coordination de l'action du Secrétariat et de celle des institutions spécialisées, conformément aux principes exposés dans la résolution n° 1;
- b) Travaux urgents dans le domaine particulier du bien-être social, notamment en ce qui concerne la protection de la famille et de l'enfance, qui ne relèvent proprement de la compétence d'aucune institution spécialisée existante et qui sont essentiels à la continuité d'un programme intergouvernemental dans ce domaine."



3. RESOLUTION RELATIVE A UN PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENFANCE  
(Voir document E/578, page 14)

" LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Conformément à la résolution qu'il a adoptée pendant sa quatrième session, le 29 mars 1947, et où il :

AUTORISE le Secrétaire général, en collaboration, le cas échéant, avec les institutions spécialisées intéressées, dans la limite de leur compétence :

A assumer les fonctions antérieurement exercées par la Société des Nations Unies dans le domaine de la protection de l'enfance et du service social;

RECOMMANDE

- a) 1) Que le Secrétaire général adopte comme point de départ d'un programme d'action combiné dans le domaine de la protection de l'enfance, et en coopération, le cas échéant, avec les institutions spécialisées intéressées, dans la limite de leur compétence, l'exposé général \* des questions relatives à tous les aspects de la protection de l'enfance, rédigé par la Société des Nations en 1937, sous réserve des modifications apportées par le Secrétaire général, pour tenir particulièrement compte des problèmes urgents de protection de l'enfance indiqués au paragraphe 17 du rapport de la première session de la

\* Document E/CN.5/28, page 7

Commission des questions sociales\*.

- ii) Que, lorsqu'il y a lieu, la coopération en vue de la mise sur pied des projets pertinents soit élargie de façon à comprendre les organisations non gouvernementales intéressées aux questions de protection de l'enfance.
- iii) Que le Secrétaire général, après consultation des institutions spécialisées et autres organisations appropriées, prépare, pour une future session de la Commission, un tableau annoté de ces questions, destiné à servir de base à l'établissement d'un ordre de priorité dans l'exécution du programme mentionné ci-dessus.
- iv) Que le programme de priorités proposé à titre indicatif dans la présente résolution soit susceptible de modifications à la lumière de toutes recommandations que la Commission des questions sociales pourrait, par la suite, adresser au Conseil, après étude du problème de la planification et de la coordination de l'action sociale du Secrétariat et des institutions spécialisées.
- b) Que l'on poursuive la publication régulière, assurée jusqu'ici par la Société des Nations, de la série législative relative à la protection de l'enfance et du résumé des rapports annuels des gouvernements.

\* Paragraphe 17 du document E/260:

- a) Protection des enfants victimes de la guerre, notamment dans les pays dévastés (mesures de protection matérielle, juridique, sociale et morale); entr'aide internationale pratique;
- b) Protection ou rééducation des enfants physiquement ou mentalement déficients ou en danger moral (création de l'équipement approprié et d'institutions modèles);
- c) Organisation de l'oeuvre de protection de l'enfance dans les pays insuffisamment équipés.



c) Que le Secrétariat, après consultation des institutions spécialisées et autres organisations appropriées, soit prié de procéder aux études nécessaires en vue de mettre à exécution le programme dont il est question plus haut à l'alinéa a); en donnant la priorité aux questions suivantes :

i) Organisation et administration des services de la protection de l'enfance et de la jeunesse dans les différents pays;

ii) Préparation d'une documentation relative à la Déclaration des droits de l'enfant, connue généralement sous le nom de Déclaration de Genève (1924) documentation portant notamment sur les modifications ou compléments que l'on pourrait juger nécessaire d'y apporter en vue de sa consécration comme Charte des droits de l'enfant des Nations Unies.

iii) Principes qui doivent inspirer les solutions à apporter aux problèmes de la famille et de la protection de l'enfance, y compris les mesures législatives et les institutions qui s'y rapportent; d'autre part, intérêt qu'il y aurait à signer, quand il y a lieu, des conventions internationales relatives à certains aspects de ces sujets, tels que l'abandon de famille, la protection de l'enfant contre la négligence et la cruauté, convention définissant un régime minimum de protection et de sanctions contre ces crimes; statut et protection des enfants abandonnés et apatrides."

4. RESOLUTION RELATIVE AUX FONCTIONS CONSULTATIVES EN MATIERE DE SERVICE SOCIAL (Voir document E/578, page 24).

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

AYANT PRIS NOTE de l'intérêt qu'ont les gouvernements à bénéficier de tels services et de l'aide qu'ils leur apportent pour remédier à la sérieuse pénurie de personnel technique nécessaire à la réorganisation des services sociaux interrompus par la guerre et au développement des services sociaux dans les régions insuffisamment développées;

CONSIDERANT que les fonctions consultatives en matière de service social constituent une partie essentielle du programme de service social à longue échéance;

RECOMMANDE qu'en ce qui concerne le programme futur, l'on garde toujours présentes à l'esprit, en s'acquittant des fonctions consultatives en matière de service social, les considérations suivantes:

- a) La nature des services à rendre, d'après la résolution n° 58 (I) de l'Assemblée générale, doit être décidée en consultation et avec l'agrément du gouvernement intéressé;
- b) Il faut maintenir une étroite collaboration avec les institutions spécialisées\*, de façon à éviter les chevauchements dans les services rendus et pour faire en sorte que tous les travaux apparentés, bénéficient d'une aide mutuelle;
- c) La prolongation des services fournis à certains pays, ainsi que la nature du programme dans son ensemble, auront pour base les rapports fournis aux Nations Unies par les pays bénéficiaires et une évaluation de la valeur des services fournis calculée en commun par les Nations Unies et les pays bénéficiaires.
- d) Les possibilités de participation financière des pays bénéficiaires seront constamment examinées.

\* Le terme "institutions spécialisées", tel qu'il est employé dans cette résolution, et seulement pour ce qui est de cette résolution, doit inclure le Fonds international de secours à l'enfance.



5. RESOLUTION RELATIVE AUX PREVISIONS BUDGETAIRES POUR L'ACTION  
DANS LE DOMAINE SOCIAL (Voir document E/578, page 26)

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONSIDERANT

- a) Que l'un des buts essentiels de l'Organisation des Nations Unies, tels que les énumère la Charte, est de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie;
- b) Que, dans les circonstances actuelles, c'est dans le domaine de l'action sociale que l'Organisation des Nations Unies peut le plus rapidement obtenir des résultats positifs qui auront pour effet de sauvegarder son prestige, de montrer l'efficacité de son action, et de maintenir dans l'esprit des peuples, la foi dans son avenir;
- c) Que, lorsque les fonds annuellement disponibles sont répartis, la part allouée jusqu'ici à l'action sociale ne paraît pas proportionnée au montant que justifierait l'importance de cette action;

DECIDE d'attirer l'attention du Conseil économique et social sur cette situation et de l'inviter à provoquer l'adoption des mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié progressivement."

6. RESOLUTION RELATIVE AUX BESOINS SOCIAUX DES REGIONS INSUFFISAMMENT DEVELOPPEES<sup>1</sup>.

LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES

EU EGARD à ses responsabilités dans le domaine social,

CONSTATANT le besoin urgent qu'il y a de chercher des solutions aux problèmes sociaux et similaires, dans les régions et territoires insuffisamment développés et désavantagés au point de vue économique,

RECONNAIT la nécessité et l'urgence d'une action destinée à favoriser l'amélioration des conditions sociales dans les régions sus-mentionnées si les gouvernements intéressés demandent cette action, et sous la forme demandée ;

INVITE le Secrétariat, de concert avec les institutions spécialisées, dans les limites de leur compétence et, en ce qui concerne les territoires sous tutelle, après consultation et avec le concours du Conseil de tutelle, à entreprendre des études dans ces régions et territoires insuffisamment développés et désavantagés au point de vue économique, et de faire rapport à ce sujet en vue de permettre aux deux Conseils de faire à l'Assemblée générale, aux Membres des Nations Unies et aux institutions spécialisées intéressées, telles recommandations qui pourraient relever de la juridiction de ces deux Conseils ; et

PRESCRIT à la Commission des questions sociales de prêter à ces questions une attention toute particulière.

<sup>1</sup> Les conditions sociales qui règnent dans certaines régions, notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique, ont été signalées à l'attention de la Commission ; mais l'on n'a donné aucune indication géographique dans le texte finalement adopté pour la résolution pour ne pas limiter sa portée.

(Note. Après la remise de ce projet à M. Yates, on a proposé d'amender la note marquée d'un astérisque ; elle deviendrait alors : "Les conditions sociales qui règnent dans certaines régions, notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique, ont été signalées à l'attention de la Commission. Mais, pour ne pas limiter la portée de la résolution, on a évité de donner aucune indication géographique dans le texte finalement adopté).



7. RESOLUTION RELATIVE A L'HABITAT, A L'URBANISME ET A  
L'AMENAGEMENT DES CAMPAGNES (Voir document E/578, page 30)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

- a) CONFORMEMENT a sa résolution adoptée le 28 mars 1947,
- b) REMERCIE le Président de la Commission des questions économiques et de l'emploi, d'avoir désigné un observateur pour assister à la deuxième session de la Commission des questions sociales;
- c) FAIT SIENNES les propositions du Secrétaire général\* concernant ceux des aspects du problème de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes qui sont d'un intérêt spécial pour la Commission des questions sociales, et invite le Président de la Commission des questions économiques et de l'emploi, à communiquer ces propositions aux membres de sa Commission,
- d) PREND NOTE de l'attention portée aux questions de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes pour les diverses commissions intéressées, et notamment par la Commission de la population, la Commission de statistique et la Commission économique pour l'Europe;
- e) ACCEPTE la proposition du Secrétaire général, d'après laquelle il doit prendre des mesures pour que soit poursuivie l'étude des problèmes de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes, et faire rapport à la Commission des questions sociales, à sa troisième session, sur les progrès réalisés;
- f) SOULIGNE l'importance d'une centralisation, au sein du Secrétariat, des renseignements relatifs à toutes les questions d'habitat, d'urbanisme et d'aménagement des campagnes susceptibles

\* Voir documents E/CN.5/24, paragraphe 73, et E/CN.5/41, paragraphes 23, 24 et 25.

d'intéresser les Membres des Nations Unies;

- g) INVITE le Secrétaire général à répandre les renseignements réunis, notamment les textes législatifs, et à publier aussitôt que possible la revue internationale projetée;
- h) PRIE le Secrétaire général de demeurer en étroites relations avec les institutions spécialisées et les organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales qui s'intéressent aux questions d'habitat, d'urbanisme et d'aménagement des campagnes, pour assurer une coordination effective de l'action internationale dans ce domaine,
- i) FAIT SIENNE l'opinion du Secrétaire général, selon laquelle, étant donné l'ampleur des questions d'habitat, d'urbanisme et d'aménagement des campagnes, d'une part, et la grande diversité des problèmes qui se posent dans les divers pays à cet égard, d'autre part, la manière la plus utile pour les Nations Unies d'envisager l'étude de ces questions et de ces problèmes consisterait à les concevoir sous deux angles particuliers, soit celui d'un type particulier de questions ou de problèmes, soit celui d'un type particulier de zones,
- j) ESTIME, en ce qui concerne les types de problèmes, que celui des normes de l'habitat est tout spécialement de la compétence de la Commission des questions sociales, et qu'en ce qui concerne les types de zones, la zone tropicale, la zone dévastée par la guerre, la zone des régions insuffisamment développées et la zone rurale entrent spécialement en ligne de compte;
- k) APPROUVE la proposition du Secrétaire général tendant, dans les limites des possibilités budgétaires, à provoquer des réunions restreintes d'experts où seront traitées, d'une part, des questions ou des problèmes particuliers et, d'autre part, des problèmes



qui se posent dans chacun des types particuliers de zones, réunions auxquelles seraient invitées les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales\* lorsqu'elles seront intéressées, étant entendu que le but essentiel de telles réunions devrait être l'échange d'expériences et de renseignements d'ordre technique, y compris les sujets tels que les normes de logement, les moyens techniques de construction et la production des matériaux de construction;

- l) RECOMMANDE au Secrétaire général de coopérer avec les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales au cours des réunions du même ordre qu'elles pourraient convoquer
- m) PREND ACTE de ce qu'en attendant les résultats d'études ultérieures et des réunions restreintes indiquées plus haut, la Commission des questions sociales estime prématuré, pour le moment, d'examiner d'une façon plus approfondie les propositions antérieures tendant à réunir une conférence internationale d'experts sur l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement des campagnes, mais attire l'attention sur la nécessité d'assurer une coordination adéquate de toutes les conférences internationales qui pourraient être envisagées ultérieurement dans ce domaine.

\* Lors de la discussion de ce paragraphe, il a été décidé que l'idée, exprimée ou non, d'une coopération adéquate semblable avec les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, dans la limite de leur compétence, devrait être considérée comme implicitement contenue dans toutes les résolutions prises au cours de cette session.

8. PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS (Voir document E/578, page 33).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONFORMEMENT à sa résolution du 29 mars 1947 qui invitait le Secrétaire général à "présenter, lors d'une prochaine session de la Commission [des questions sociales] un rapport sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, dans lequel il indiquera les propositions qui se prêtent à une action internationale et le moyen de les réaliser", et,

PRENANT ACTE de ce que la Commission des questions sociales a donné son approbation préliminaire au plan d'études que lui avait soumis le Secrétariat, et de ce qu'en conséquence le Secrétaire général soumettra un plan d'action à la Commission des questions sociales lors d'une prochaine session;

PRECONISE une étroite collaboration des institutions spécialisées et autres organismes intéressés;

PRIE le Secrétaire général de tenir compte, lorsqu'il entreprendra cette étude, des propositions faites durant la discussion de cette question par la Commission, et en particulier de celle de donner la priorité au plan tendant à réunir, analyser et distribuer les renseignements dont disposent déjà les Etats Membres sur les causes de la criminalité, la prévention du crime et le traitement des délinquants;

PRIE INSTAMMENT le Secrétaire général de faire appel à des experts pour développer ses propositions, et pour assister le Secrétariat de façon appropriée, soit individuellement, soit sous la forme d'un groupe de travail international et restreint, auquel certains aspects particuliers du problème de la prévention du crime et du traitement des délinquants, dans le cadre du plan approuvé, seront soumis le cas échéant, et dans la mesure où ces questions ne pourront pas être renvoyées à l'une des institutions spécialisées."



9. RESOLUTION RELATIVE AUX NIVEAUX DE VIE (Voir document E/578, page 36).

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PREND ACTE de la note préliminaire du Secrétaire général relative à l'étude des niveaux de vie, notamment dans les pays et régions insuffisamment développés;

PREND ACTE également de ce que le Secrétaire général présentera à la Commission, lors de sa troisième session, un exposé concernant certains aspects de cette question;

SOULIGNE la nécessité pressante d'accélérer la préparation de la documentation que la Commission doit examiner lors de sa prochaine session;

PROPOSE que le Secrétaire général, en centralisant les documents et les renseignements pertinents, consacre une attention particulière aux études effectuées au moyen d'enquêtes sur place et en particulier à la documentation relative au niveau de vie des familles comparé au niveau de vie des célibataires."

10. RESOLUTION SUR LES MIGRATIONS (Voir document E/578, page 38).

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

INVITE le Secrétaire général à terminer les études préliminaires mentionnées dans ses résolutions du 29 mars et du 13 août 1947, relatives aux migrations, assez tôt pour permettre à la Commission des questions sociales et à la Commission de la population d'examiner à leur prochaine session le meilleur moyen de satisfaire à la demande que renferme la résolution en question."

-----